

Dossier Paraschiv

L'itinéraire politique de l'ouvrier roumain Vasile Paraschiv est surprenant à bien des égards. Issu d'une famille très pauvre, il s'inscrit au Parti Communiste en 1946 par souci de justice sociale et non pas pour faire carrière dans la bureaucratie naissante. Entre 63 et 68, il s'élève systématiquement contre les abus qu'il attribue, en cette période, aux déviations dues à l'irresponsabilité des cadres. En 1968, en pleine euphorie nationaliste (savamment orchestrée par le clan Ceausescu, alors en ascension), Paraschiv écrit une lettre ouverte de protestation au Comité Central. Il est exclu du Parti, auquel il ne payait plus ses cotisations. Cible privilégiée de la répression dans les années qui suivent, en raison de ses multiples prises de position critiques sur le lieu de travail, Paraschiv est plusieurs fois interné en hôpital psychiatrique sous l'accusation déguisée en diagnostic de «paranoïa-psychose délirante revendicative systématisée». Cette nouvelle maladie montre bien le visage de l'oppression et de la répression qui sévissent en Roumanie, et serait savoureuse si elle n'avait signifié la torture médicalisée pour Paraschiv. En 1977, il signe l'appel de Paul Goma, ce qui lui vaut de nouvelles brutalités de la part des autorités, excédées par sa détermination. Muni d'un visa touristique, il se rend en Autriche puis en France, où il participe le 18 avril 1978 à une conférence de presse en faveur du syndicat libre soviétique de Khlebanov, aux côtés du soviétique Fainberg, du tchécoslovaque Lestinsky et du polonais Smolar. Il s'agissait là d'une «première» internationaliste concernant l'Est. Il faut noter aussi que ce fut la première (et la dernière?) fois que la CGT s'est manifestée en faveur des syndicats indépendants à l'Est. Peu de temps après, Paraschiv rentre, à la surprise générale, en Roumanie afin de lutter au sein du nouveau Syndicat Libre des Travailleurs de Roumanie (SLOMR). Quelques mois après, il disparaît.

Aucune des démarches qui ont été faites pour le recontacter n'a abouti. Rappelons à ce sujet les mésaventures du journaliste Bernard Poulet, auquel nous tenons à rendre hommage pour son courage, si rare dans ce métier.

Curieusement, c'est lors du show Virgil Tanase et Monsieur «Z» que nous avons eu des nouvelles de Paraschiv. Plusieurs syndicalistes et journalistes qui l'ont vu au courant du mois d'août 1982 ont rapporté son appel: «Tout ce que je désire, c'est qu'on me permette de faire un voyage urgent en France... Je demande à tout le monde de m'aider.» Puisque nous venons de faire allusion à l'affaire Tanase, il serait peut-être nécessaire de rappeler que *Iztok* condamne ce show auquel ont participé, outre le déjà fameux journaliste d'*Actuel*, romancier et collaborateur occasionnel de la DST Virgil Tanase et l'espion (minable ou d'envergure, on s'en fout) collaborateur lui aussi de la DST Monsieur «Z», la direction du mensuel *Actuel*, Flammarion (éditeur du romancier sus-nommé) ainsi que bon nombre de journalistes et de personnalités parfaitement au courant depuis longtemps. Rappelons à ce sujet que celui qui prétend avoir changé de patron (la DST après la Securitate) parce que sa dernière mission n'était pas «compatible avec l'amour pour la patrie» a traité Paraschiv lors de sa conférence de presse du 31 août de «personnage» qui fait plus parler de lui en France qu'en Roumanie.

Nous publions ici deux éléments du «dossier» Paraschiv qui nous ont semblé significatifs: le compte rendu de la manifestation organisée en sa faveur par le Comité Paraschiv devant l'ambassade de Roumanie, qui a été transmis par Radio Free Europe en roumain, et un texte écrit par Paraschiv en 1971, qui paraît pour la première fois en traduction intégrale du roumain. L'original a d'ailleurs été repris dans le n°1 d'*Iztok* en roumain.

Pour finir, nous présenterons brièvement le Comité Paraschiv. Il a été créé en février 1981, deux ans après la disparition, pour briser le silence qui s'était fait autour de son cas. Son action s'est déroulée en deux temps: tout d'abord en 1981 une pétition en sa faveur a été lancée et a recueillie de nombreuses signatures individuelles et collectives (dont plusieurs syndicats). Puis début 82, avec le début de

«l'affaire Poulet» (journaliste du *Matin*, il s'est fait tabasser par la police roumaine alors qu'il sortait du domicile de Paraschiv qu'il n'avait pu rencontrer), il a relancé l'action en sa faveur par des tracts, une manifestation et le torpillage de la campagne de publicité de printemps dans le métro en faveur du tourisme en Roumanie par des graffitis et des affiches dénonçant le régime de Ceausescu, soutenant Paraschiv et appelant à ne pas alimenter en devise la répression. Le comité est composé de libertaires roumains et français, inorganisés, un membre de la FA et plusieurs membres de l'UTCL. Il n'est pas une structure permanente, mais ponctuelle.

Nicolas et Vincent, membres du Comité Paraschiv